

FAQ nucléaire

1. Que demande l'initiative « pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire » ?
Elle veut inscrire dans la Constitution l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires et limiter à 45 ans la durée de vie des centrales déjà en service.
2. Est-ce que, aujourd'hui, les centrales suisses représentent véritablement un risque pour la population ?
En 1960, on a pensé que le nucléaire serait la source d'énergie idéale : non polluante et inépuisable. Nous nous sommes fourvoyés : les soixante années d'exploitation des centrales nucléaires sont jalonnées d'accidents graves: Fukushima, Tchernobyl, Three Mile Island sans oublier Lucens. Eh oui, en Suisse on a frôlé la catastrophe en 1969, seule la dimension modeste du réacteur expérimental a limité l'ampleur de l'accident. Au risque d'accident suite à un tremblement de terre, à une inondation, à une erreur humaine ou à un sabotage s'ajoute le cauchemar de la gestion des déchets radioactifs dont nous ne savons toujours pas que faire.
3. Par quoi peut-on remplacer l'énergie nucléaire ? Est-ce que c'est suffisant pour répondre à la demande ?
La Suisse, avec ses barrages, couplés à un parc photovoltaïque, éolien et biogaz, a un grand potentiel pour produire de l'énergie de façon stable et fiable. L'Espagne, le Danemark, l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne vont remplacer le nucléaire ET les produits fossiles pour produire de l'électricité à l'horizon 2050. En France, à Flamanville, la construction de la centrale de nouvelle génération a pris plus de dix ans de retard et son coût a au moins triplé.
4. La Suisse ne risque-t-elle pas de devenir de plus en plus dépendante des pays limitrophes pour s'approvisionner en énergie ?
Depuis très longtemps la Suisse est au centre du réseau européen d'échanges d'électricité. Avant le photovoltaïque, nous vendions très cher aux Allemands du courant aux heures de midi, ils n'en ont plus besoin, mais nous continuerons à utiliser les capacités de recharge par pompage turbinage de nos barrages pour équilibrer besoins et productions, les nôtres et ceux de nos voisins.
5. Doit-on s'attendre à ce que le coût de l'électricité prenne l'ascenseur si la Suisse abandonne le nucléaire ?
L'électricité est aujourd'hui bon marché parce que le coût de l'élimination des déchets nucléaires, en Suisse comme en France, n'est pas couvert. L'énergie verte n'est pas hors de prix. Les équipements pour produire l'électricité d'un ménage pendant 25 ans, cellules photovoltaïques ou éoliennes, coûtent environ 8000 francs, soit 520 francs par an, intérêts inclus. La Suisse qui a su et pu s'équiper de station d'épuration des eaux, réussira la transition énergétique.
6. Et les déchets ? Que faire des matériaux contaminés une fois les centrales démontées ?

En matière de déchets, l'expérience de Bonfol devrait suffire à nous convaincre: la gestion de produits toxiques est risquée et coûteuse, il faut y mettre le prix pour trouver une solution stable. C'est d'autant plus nécessaire avec des matériaux radioactifs qui ne peuvent pas être désactivés. Nous tous, consommateurs d'électricité, devrions contribuer financièrement à leur gestion. Il faut mettre fin à la production de ces déchets et éliminer des risques incommensurables en votant oui le 27 novembre.